

# David Gibbs : Le prochain choc énergétique – un remake de la crise pétrolière de 1973 ?

David N. Gibbs est professeur d'histoire à l'Université de l'Arizona. Le professeur Gibbs évoque les parallèles historiques entre la crise à venir et la crise pétrolière de 1973. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](https://www.buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui David Gibbs, professeur d'histoire à l'Université de l'Arizona. Merci d'être revenu dans l'émission.

## #David Gibbs

Merci de m'avoir invité, Ben.

## #Glenn

Vous vous concentrez beaucoup sur la géopolitique et l'économie de la situation, et j'espérais que vous pourriez éclairer la comparaison avec notre situation actuelle. Avons-nous déjà connu quelque chose de similaire par le passé ? L'ampleur de cette crise énergétique est profondément inquiétante et, dans une certaine mesure, sans précédent. Pourtant, nous avons connu une crise en 1973, bien sûr, avec le choc pétrolier. Je me demandais si cela pouvait nous donner un certain contexte pour comprendre les conséquences socioéconomiques et politiques possibles de ce que nous observons aujourd'hui.

## #David Gibbs

Oui, c'est exact. Il existe en réalité un parallèle très étroit entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui s'est produit il y a plus d'un demi-siècle, à partir de 1973 : une crise pétrolière, une crise énergétique, provenant du golfe Persique. L'Iran a joué un rôle important dans les deux cas, aussi bien dans la crise actuelle que dans la précédente. Et, avant d'entrer dans les détails, je noterai que la crise énergétique qui a commencé en 1973 a été le principal déclencheur d'une grande récession — la pire contraction économique, jusqu'alors, depuis les années 1930.

Cela a également entraîné une stagnation économique qui a duré des décennies — en gros, des taux de croissance de la productivité quasiment plats aux États-Unis et, vous savez, une performance fortement réduite dans la plupart des autres régions du monde. Et donc, à certains égards, en fait, même si l'on regarde les taux de croissance du PIB à long terme, vous savez, ils étaient assez élevés jusqu'en 1973. En 1973, on observe une forte chute, et les taux de performance économique ne se sont jamais complètement rétablis depuis cette période initiale. C'est donc une sorte de point de rupture historique. Et, vous savez, c'est très troublant quand on pense au fait que quelque chose de très similaire est en train de se produire sous nos yeux en ce moment. Avant que je ne poursuive avec les détails, voulez-vous poser d'autres questions avant que je ne me lance dans le contexte historique ? Bien sûr.

## **#Glenn**

Non, le contexte historique serait fascinant, car je n'arrête pas de penser que nous n'avons jamais rien vu de tel. C'est-à-dire, d'abord — oui — la Russie a été en partie déconnectée du réseau avec toutes ces sanctions économiques. Enfin, pas complètement. En Europe, par exemple, nous achetons toujours le gaz, simplement par l'intermédiaire d'un médiateur indien, par exemple.

## **#David Gibbs**

À un prix plus élevé.

## **#Glenn**

Oui, à un prix élevé. Oui, bien sûr, ils veulent leur marge. Et oui, désolé — le pétrole aussi. Mais maintenant, avec cette fermeture au Moyen-Orient, et étant donné que ce n'est même pas aussi temporaire que cela en avait l'air, cela semble devoir durer plus longtemps. Je ne suis pas sûr du temps qu'il faudra pour réparer tout ça, mais même un règlement politique après cette guerre ne semble pas probable. Il ne semble pas que l'Iran soit prêt à revenir à la situation d'avant ; ils visent une perturbation massive de l'ancien statu quo. Et en effet, dans le contexte plus large de ce que nous voyons dans le monde, le monde unipolaire est terminé. Nous avons maintenant un monde multipolaire qui, oui, on pourrait dire, sera plus équilibré — mais il semble aussi moins organisé, avec davantage d'acteurs impliqués. Donc non, encore une fois, le contexte historique serait très utile.

## **#David Gibbs**

Eh bien, permettez-moi de dire que ce que je viens de vous présenter ici repose sur les recherches que j'ai effectuées sur ce sujet aux Archives nationales, ainsi que pour un livre que j'ai publié l'année dernière sur la question. Ce que vous aviez, c'était une crise pétrolière en deux phases. La première phase a commencé avec la guerre arabo-israélienne d'octobre 1973. Là encore, Israël est au premier plan dans les deux événements — celui d'aujourd'hui comme celui d'alors. En 1973, Israël est entré

en guerre, ou a d'abord été envahi, dans un conflit hivernal avec la Syrie et l'Égypte. À la suite de cette guerre, le monde arabe — en grande partie — a imposé un embargo pétrolier, utilisant le cartel pétrolier de l'OPEP comme instrument pour imposer un embargo aux États-Unis en raison de leurs liens très étroits avec Israël et de leur soutien militaire à Israël. La première phase a été dirigée par l'Arabie saoudite, qui, pour des raisons religieuses, s'opposait à l'idée d'un État juif au Moyen-Orient et à celle du sionisme.

Et c'était de nature idéologique. Mais il y eut ensuite une deuxième phase. Après quelques mois, les soi-disant pays musulmans modérés — dirigés par l'Iran, un proche allié des États-Unis — se rendirent compte qu'ils pouvaient gagner beaucoup d'argent grâce à la hausse des prix du pétrole. L'Iran n'avait aucun intérêt réel dans le conflit israélo-arabe ; il entretenait des relations de type commercial avec Israël. Il était un important fournisseur de pétrole pour Israël, mais il voulait augmenter ses revenus. Le Shah avait des projets ambitieux pour construire un vaste appareil militaire, ce qu'il faisait rapidement, et comptait le financer grâce aux revenus pétroliers. C'était donc une idée très séduisante pour lui.

Ainsi, lors de la deuxième phase, les prix du pétrole ont continué d'augmenter — d'environ 400 %. Les prix du pétrole ont grimpé de 400 % pour les États-Unis. Le pays disposait encore d'une production pétrolière interne importante, mais l'Europe et le Japon, en dehors de la sphère soviétique, ont été encore plus durement touchés. C'était un événement mondial. Ce que je veux souligner, c'est que ce qui est ressorti plus récemment des archives — si cela n'était pas déjà connu —, c'est que le gouvernement américain, dirigé par Richard Nixon et Henry Kissinger, a en réalité encouragé cette hausse des prix. Ils ne s'y sont pas opposés ; ils l'ont encouragée. Ils ont dit en privé au Shah d'Iran : « Vous pouvez augmenter les prix du pétrole autant que vous le souhaitez. Les États-Unis ne s'y opposeront pas. »

Et j'aborderai les raisons dans un instant. Mais encore une fois, c'est vraiment très surprenant, car le choc pétrolier a dévasté l'économie américaine. Comme je l'ai dit, les dégâts subis par l'économie des États-Unis ont été considérables, et le pays y a été profondément complice. On pourrait dire que c'était, à juste titre, une autodestruction orchestrée par l'administration Nixon. La question, bien sûr, est pourquoi. Mais avant d'en venir là, je voudrais simplement noter qu'après quelques mois, un conflit de factions a éclaté au sein de l'élite saoudienne. Et il y avait, disons, une autre faction de cette élite saoudienne qui semblait prendre le dessus et voulait réparer les torts causés aux États-Unis, proposant en privé de collaborer avec eux pour faire baisser les prix du pétrole.

De manière étonnante, les États-Unis ont refusé de le faire. Ils ne voulaient pas faire baisser les prix du pétrole. Ils ont repoussé les Saoudiens, à la stupéfaction de ces derniers. Et, vous savez, nous avons des lettres d'Ahmed Zaki Yamani, qui était le ministre saoudien du Pétrole, exprimant son étonnement face au désintérêt des États-Unis pour son offre. Cela souligne le fait que les États-Unis étaient déterminés à augmenter les prix du pétrole et à nuire à leur propre économie — ce qu'ils ont effectivement fait. Et maintenant, la question est : pourquoi ? Encore une fois, je ne veux pas m'étendre indéfiniment. Souhaitez-vous intervenir à ce stade ? Avez-vous des questions ?

## #Glenn

Non, le « pourquoi » est assez intéressant. Eh bien, il y a plusieurs raisons.

## #David Gibbs

Je pense qu'une des raisons était que les États-Unis avaient renforcé le Shah d'Iran en tant que gardien des intérêts américains et occidentaux dans le Golfe. Les Britanniques s'étaient retirés du Golfe après 1967-1968, je crois, et les États-Unis n'étaient pas en mesure d'y déployer des forces militaires à cause du désastre du Vietnam. Nous comptions donc sur le Shah pour le faire à notre place. Le renforcement de son armée était logique dans cette optique. De plus, Nixon tenait beaucoup à accroître les ventes d'armes américaines afin de soutenir les exportateurs d'armement des États-Unis, qui avaient été durement touchés par la guerre du Vietnam, laquelle avait terni la réputation des armes américaines. Nous venions de perdre toute crédibilité, donc personne ne voulait acheter nos armes — mais le Shah, lui, voulait les acheter, et c'était une bonne chose.

De plus, le Shah avait soigneusement travaillé pendant des décennies à se constituer un soutien au sein de l'élite politique et économique des États-Unis. L'ambassade d'Iran à Washington distribuait des cadeaux coûteux à des centaines de journalistes de premier plan aux États-Unis, une manière, en quelque sorte, de les acheter — ce qui a conduit à une couverture médiatique flatteuse du Shah. Vous savez, le Shah employait même l'épouse d'un sénateur influent siégeant à la commission des affaires étrangères comme attachée de presse. En outre, les entreprises américaines en ont largement profité. Les grandes compagnies pétrolières — dont cinq étaient américaines, les fameuses « Sept Sœurs » — ont tiré avantage de la hausse des prix du pétrole. La puissante famille Rockefeller entretenait également, de longue date, des relations sociales très amicales avec la dynastie Pahlavi.

Et, vous savez, il y avait toute une série d'intérêts économiques qui ont largement profité du boom économique en Iran, grâce à la hausse des prix du pétrole. Je pense donc que ces considérations — à la fois stratégiques et, pourrait-on dire, plus terre-à-terre sur le plan économique — ont influencé Nixon et Kissinger. Kissinger, d'ailleurs, était personnellement très proche du Shah. Il était aussi, historiquement, un peu un disciple des Rockefeller. Je pense donc que tous ces types de liens ont orienté la politique américaine, même si, selon toute norme raisonnable, il s'agissait d'une politique autodestructrice que les États-Unis poursuivaient. Mais quelle qu'en soit la cause, ce que nous savons aujourd'hui, c'est que les États-Unis ont encouragé cette hausse des prix du pétrole, et que les conséquences ont été tout à fait dévastatrices.

## #Glenn

Mais si l'on établit un parallèle avec aujourd'hui, il n'y a plus vraiment de « pourquoi ». Les États-Unis n'ont aucune raison de faire grimper les prix. En réalité, si les prix augmentent, les principaux

pays qui en profiteraient seraient l'Iran et la Russie — deux adversaires des États-Unis. Si ce conflit se poursuit, il pourrait, vous savez, anéantir certaines de ces nations du Golfe qui sont, dans une certaine mesure, sinon des atouts, du moins des alliés proches des États-Unis — des partenaires dont les États-Unis tirent profit. Donc, sous cet angle, la situation n'est pas vraiment comparable, puisqu'il n'existe pas aujourd'hui un tel intérêt, je suppose.

## **#David Gibbs**

Oui, le motif est très différent. Il n'y a aucune preuve que les États-Unis aient encouragé la hausse des prix du pétrole — bien au contraire. Et vous avez tout à fait raison, bien sûr, cela va à l'encontre des intérêts de l'Amérique à tous les niveaux, y compris des intérêts que Trump lui-même considérerait comme évidents, puisque cela affaiblit à la fois l'influence mondiale de l'Amérique et son niveau de vie. Je pense que l'une des leçons que les gens tirent, ou devraient tirer, de cette guerre, c'est que s'aligner sur les États-Unis n'améliore pas leur sécurité. Cela les affaiblit, clairement. Regardez tous les États du Golfe : ils se sont alignés sur les États-Unis, ils leur ont permis d'avoir des bases, et maintenant ils sont attaqués par l'Iran.

Cela ne se serait pas produit s'ils ne s'étaient pas alignés sur les États-Unis. Vous savez, les pays européens doivent se demander s'ils ont été intelligents. Est-il vraiment judicieux de s'aligner sur les États-Unis alors qu'ils coupent toutes nos sources d'énergie — d'abord en provenance de Russie, et maintenant du Golfe persique ? Cette alliance américaine a été un désastre pour l'Europe, qu'ils s'en rendent compte ou non. Nous voyons une véritable irrationalité de la part des élites européennes, en particulier dans les pays scandinaves. C'est absolument stupéfiant. Mais néanmoins, d'un point de vue rationnel, ce que nous observons ici, c'est qu'il n'y a aucun avantage, ni pour les États-Unis ni pour leurs alliés, à ce qui se passe dans le Golfe.

C'est un avantage pour deux de ses occurrences — enfin, pour au moins deux — dans le sens où ce n'était pas prévu, du moins pas par Donald Trump. Je sais qu'il s'attendait à gagner la guerre. Il s'attendait à une victoire courte, facile et glorieuse qui ferait de lui un grand président, comme Abraham Lincoln, je suppose. On l'aurait mis sur le mont Rushmore. Et cela ne s'est pas produit. Il s'est lourdement trompé dans ses calculs ici. Mais les causes de la hausse du prix du pétrole sont quelque peu différentes de celles des années 1970. Les effets, en revanche, pourraient être assez similaires, dans la mesure où cela pourrait être très dévastateur — à la même échelle que dans les années 1970, voire pire. Et la raison pour laquelle je dis cela, c'est que dans les années 1970, le système financier était beaucoup plus réglementé qu'il ne l'est aujourd'hui.

La possibilité d'un effondrement du système financier avait été réduite en raison du niveau élevé de régulation, du moins aux États-Unis. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le système financier est désormais largement déréglementé. De plus, le niveau d'endettement est bien plus élevé — en particulier la dette des ménages, la dette personnelle des Américains. Il est beaucoup plus élevé.

Cela signifie un niveau de vulnérabilité accru, et cela n'augure rien de bon pour l'avenir économique en ce qui concerne les effets secondaires de cette hausse des prix du pétrole. Je suis donc très inquiet, et tout le monde devrait l'être quant à ce qui va se passer ensuite.

## **#Glenn**

Eh bien, l'irrationalité européenne — ce n'est pas seulement la perte d'accès à l'énergie russe et moyen-orientale ; c'est aussi la réduction délibérée de la coopération technologique avec la Chine. Je veux dire, personne ne suggère qu'ils devraient uniquement commercer ou coopérer technologiquement avec les Américains, mais s'ils avaient plus d'un partenaire, ils seraient dans une position plus avantageuse. De plus, en ce qui concerne la relation avec les Russes, une grande partie de la raison pour laquelle nous sommes dans ce conflit, semble-t-il, réside dans la décision d'élargir l'OTAN — en somme, de revenir à une politique de blocs.

Je pense que c'était un prix que beaucoup étaient prêts à payer — aliéner la Russie, relancer la logique de la guerre froide — parce que l'OTAN, au moins, a ancré l'Amérique en Europe. Et c'est une bonne chose d'avoir des Américains en Europe, dans le sens où cela apporte un facteur de stabilisation, bien sûr, et d'avoir la puissance militaire la plus forte comme alliée proche. Tout cela est positif. Mais maintenant que les États-Unis se retirent de plus en plus, il faut se demander : si nous avons en Europe un esprit froid et rationnel, à la manière de Kissinger, il dirait : « Eh bien, la situation a changé maintenant. Peut-être n'avons-nous plus besoin de faire de la politique de blocs. Nous pouvons trouver un moyen de mettre fin aux lignes de division en Europe et de coopérer davantage avec les Russes. »

En effet, les Américains ne s'y opposeraient pas non plus si cela signifiait que la Russie ne se rapprochait pas autant de la Chine. Nous n'avons pas de figure à la Kissinger. Nous avons des politiciens très en colère, émotifs, qui, comme vous l'avez suggéré, ne paraissent pas du tout rationnels. Mais une chose qui diffère de 1973, toutefois, ce sont les alternatives sur les marchés de l'énergie. Nous avons la production de schiste aux États-Unis, nous avons la diversification — par exemple, non seulement des fournisseurs, mais aussi des sources d'énergie, comme les renouvelables, où la Chine montre la voie. Pensez-vous que cela aura un impact — soit en atténuant le choc, soit en poussant les pays à passer plus rapidement aux énergies renouvelables ?

## **#David Gibbs**

Eh bien, vous savez, Paul Krugman a déjà soulevé ce point, et il a sans doute raison. Le degré de notre dépendance énergétique, ou de notre dépendance aux combustibles fossiles aujourd'hui, est moindre qu'il ne l'était dans les années 1970, précisément grâce à tout ce que j'ai mentionné — les énergies renouvelables ainsi qu'une utilisation plus efficace, ce genre de choses. Tout cela a réduit notre dépendance énergétique. Cependant, nous restons fortement dépendants des combustibles fossiles — euh, moins qu'au cours des années 1970 — mais compte tenu de ce niveau de dépendance plus faible, on peut dire que le choc sera plus doux à cet égard. En revanche, un autre

aspect est que nous sommes beaucoup plus vulnérables sur le plan financier, en raison de la déréglementation financière et de l'endettement des ménages. Ainsi, ce dernier facteur, je le crains, en tant qu'effet secondaire de la crise énergétique, pourrait rendre la crise globale bien plus grave.

L'économie s'est financiarisée aux États-Unis et en Grande-Bretagne. L'Allemagne constitue peut-être un cas à part — elle a conservé son industrie, bien que cela puisse changer aujourd'hui. Mais les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont largement financiarisés, et les États-Unis ont opéré un tournant. C'est un point que je peux aborder d'un point de vue historique : avec le rôle du dollar américain, les États-Unis sont passés du statut de superpuissance industrielle — ce qu'ils étaient, disons, pendant la Seconde Guerre mondiale. Charles de Gaulle faisait référence à la capacité de production extraordinaire des États-Unis.

Au début des années 1970, les États-Unis sont devenus une superpuissance financière, comme ils le sont aujourd'hui. Le revers de la médaille, c'est qu'à l'intérieur du pays, nous dépendons tellement de la finance que cela pourrait devenir un château de cartes. Si un véritable choc survient — par exemple un choc énergétique — cela pourrait également provoquer une crise financière. Il est donc difficile de dire si nous sommes plus ou moins vulnérables qu'à l'époque des années 1970. Je pense que nous le sommes probablement davantage, compte tenu de la situation financière — de la fragilité financière dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Quant à la manière dont tout cela va se dérouler, nous verrons bien. Ce sera mauvais, quoi qu'il arrive. La question est de savoir à quel point.

## **#Glenn**

Je me dis souvent que, lorsque Trump utilise le slogan « Rendre à l'Amérique sa grandeur », cela reviendrait en réalité à ramener le pays en 1973. C'est à ce moment-là, après le choc pétrolier, que les choses ont commencé à se dérégler. On peut observer ce que certains appellent le « grand découplage », lorsque les entreprises ont continué à engranger des bénéfices tandis que les salaires restaient stagnants. Les niveaux d'endettement ont commencé à devenir incontrôlables — toutes ces conséquences économiques. En vérité, une grande partie de tout cela a commencé après la crise pétrolière de 1973.

## **#David Gibbs**

C'est exact. C'est tout à fait exact. Vous savez, si l'on regarde certaines des décennies prospères, les Français les appellent les « trente glorieuses ». En réalité, il s'agissait de vingt-trois années glorieuses, de 1950 à 1973, si l'on examine les données. Mais cela a pris fin — les trente glorieuses se sont terminées en 1973 pour les États-Unis et l'Europe. Et cette période a marqué, tout d'abord, une performance économique plus faible — durablement plus faible — mais aussi une concentration beaucoup plus forte des richesses. Les États-Unis connaissaient une concentration extraordinaire de

la richesse et une stagnation des salaires et du niveau de vie. La plupart des Américains vivent aujourd'hui d'un salaire à l'autre. Ils n'ont aucune réserve. Il sera intéressant de voir ce qui se passera si leurs revenus diminuent à cause de l'inflation.

Cela va donner un résultat intéressant. Une autre chose, bien sûr, c'est que la réponse historique à l'inflation dans les années 1970 a été l'austérité — augmenter le chômage comme moyen de contrôler l'inflation et de réduire le niveau de vie, essentiellement pour maîtriser les prix. Cela s'est produit aux États-Unis, en particulier vers la fin de la décennie, avec des conséquences dévastatrices. Cela a provoqué une récession encore plus profonde dans les années 1970, et une grande partie de cela provenait des prix du pétrole. Nous pourrions donc être confrontés à une forte poussée d'inflation. Nous la voyons déjà — quand on fait le plein aux États-Unis, les prix de l'essence ont déjà augmenté d'environ un tiers. Je soupçonne que ce n'est que le début.

Les prix de l'énergie et de l'alimentation augmentent parce que l'agriculture dépend fortement de l'énergie. Ainsi, la prochaine étape pourrait être des appels à l'austérité — pour que la banque centrale, la Réserve fédérale, augmente les taux d'intérêt, accroisse le chômage et abaisse le niveau de vie afin de maîtriser l'inflation. Cela promet d'être très mouvementé. Les gens détestent qu'on abaisse leur niveau de vie, et ils ont bien raison. Globalement, je pense que ce que nous observons, c'est la manière dont la politique étrangère effiloche le tissu social aux États-Unis, mais aussi en Europe. Vous savez, il y a eu la coupure de l'approvisionnement énergétique en Europe, ou une coupure partielle de l'énergie en provenance de la Russie — un dilemme qu'ils se sont en quelque sorte créé eux-mêmes — mais cela a certainement fait baisser le niveau de vie.

Et, dans une certaine mesure, aux États-Unis également. Nous voyons maintenant un second point de rupture en Europe, ainsi que des appels, bien sûr, à augmenter les dépenses militaires — parfois de manière spectaculaire. Cela va vraiment fragiliser le tissu social du Nord. L'un des prix que les dirigeants européens devront payer sera une aggravation des troubles et des problèmes sociaux en Europe, ainsi que la montée de l'extrême droite — des partis comme l'AfD en Allemagne, ou le Reform Party au Royaume-Uni. Ces partis progressent rapidement, et c'est la conséquence des décisions prises par les élites européennes, qui n'ont rien appris de leurs erreurs passées.

## **#Glenn**

Oui, un argument dont je me souviens — je crois qu'il avait été formulé dans le *\*Financial Times\**, puis repris sous différentes formes parmi les élites politiques européennes — était que, à cause de la guerre contre la Russie en Ukraine, l'Europe devrait abandonner son État-providence pour construire un État de guerre. Donc, comme certains le disaient, il suffirait de transférer l'argent vers l'armée. Mais cet argent semble désormais disparaître. Ainsi, quel que soit le problème économique qu'il y avait il y a un mois, la situation va devenir bien, bien pire. Et comme je l'ai dit, alors que tout cela se dégrade, la militarisation va aussi s'intensifier. Ce n'est donc pas seulement un aspect économique, mais aussi une question de l'impact que cela aura sur la société.

Parce que soudainement, nous n'aurons plus d'État-providence. En substance, la manière dont les sociétés sont organisées depuis la Seconde Guerre mondiale devra prendre fin. Nous allons entendre un langage plus militariste de la part des dirigeants et des responsables politiques. Comment cela s'inscrit-il, selon vous, dans le changement de la société ? J'allais vous demander si nos économies sont plus résilientes aujourd'hui, mais vous y avez déjà un peu répondu. Encore une fois, avec les États-Unis ayant un déficit de 39 000 milliards de dollars et l'Europe également en très mauvaise posture, il ne semble pas que nous soyons préparés. Mais encore une fois, si l'on s'éloigne de la question économique, comment les aspects économiques influencent-ils la dimension sociétale ?

## **#David Gibbs**

Ils déchirent les sociétés, de manière prévisible. Vous savez, l'une des choses les plus néfastes pour la santé, c'est le stress — surtout le stress financier. Ce n'est bon ni pour le corps ni pour l'esprit. Et vous allez en voir beaucoup plus aux États-Unis et en Europe, avec des conséquences très négatives. Les États-Unis sont un pays intéressant, d'une certaine manière. Ils sont très riches, dotés d'une puissance militaire inégalée — tout le monde le sait. Mais quand on se promène dans les villes américaines, on voit un pays en déclin, qui ne fonctionne pas très bien. On y observe d'immenses problèmes sociaux, d'énormes camps de sans-abri, y compris juste devant chez moi, à Tucson, en Arizona.

Des infrastructures complètement délabrées et qui ne fonctionnent plus. Vous savez, si vous prenez l'avion de l'Europe vers les États-Unis, il se peut très bien que vous atterissiez à l'aéroport international Kennedy de New York. C'est l'un des aéroports les plus abîmés que j'aie jamais vus de ma vie — totalement dysfonctionnel. Et la plupart des aéroports américains sont comme ça. Les gares, les stations de métro, les routes — rien ne fonctionne. C'est un pays qui, tout simplement, ne marche plus. Et il y a beaucoup de raisons à cela, mais l'une d'elles est la surdépense militaire. Depuis des décennies, nous privilégions les armes au détriment du bien-être, et cela nous rattrape. L'Europe est un endroit bien plus agréable à vivre.

Mon fils s'est installé définitivement aux Pays-Bas, en partie pour cette raison. J'y suis allé, et je suis très impressionné par le fait que la qualité de vie y est visiblement bien supérieure. Je ne suis jamais allé au Japon, mais je comprends que le Japon est encore mieux organisé que l'Europe. Et je suppose que j'exprime mon étonnement devant le fait que l'Europe semble vouloir devenir davantage comme les États-Unis. Eh bien, bonne chance avec ça. Bonne chance avec ça. Vous savez, si vous voulez devenir plus semblables aux États-Unis, les dirigeants européens devraient aller se promener dans les villes américaines et voir à quoi elles ressemblent aujourd'hui. Ils veulent devenir plus comme ça ? Eh bien, je pense qu'ils devraient consulter un psychiatre.

## **#Glenn**

J'ai vu Hegseth — il a fait un commentaire il y a un jour ou deux — disant que le problème avec l'Iran, c'est qu'ils continuent de dépenser leur argent en armement plutôt qu'en faveur de leur

population. Et j'ai pensé que c'était une remarque très juste, car c'est effectivement une partie du problème là-bas. Mais je pense que tu as tout à fait raison, car en Europe, c'est quelque chose que les Européens soulignent souvent et reprochent aux Américains : pourquoi dépenser autant pour l'armée plutôt que pour la société ? Mais maintenant, c'est en train de s'inverser. Les Européens commencent à imiter le modèle américain, en détournant des fonds des dépenses sociales.

Sinon, je suis tout à fait d'accord avec vous. J'ai fait l'un de mes doctorats aux Pays-Bas. Oui, une excellente communauté, d'ailleurs. Je ne sais pas — j'en suis au moins un grand admirateur. Mais en 1973, nous avons vu que tous ces États producteurs de pétrole pouvaient limiter leur offre d'énergie sur les marchés pour atteindre différents objectifs géopolitiques. Comment voyez-vous l'utilisation du pétrole et du gaz cette fois-ci comme arme ? Parce qu'encore une fois, ils ne sont pas tous du même côté. Ils pourraient les utiliser pour des raisons différentes. Mais aussi, nous vivons une époque très différente, semble-t-il.

Autrement dit, le monde entier essaie, eh bien, de s'éloigner du système hégémonique. En gros, depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont dominé tous les principaux couloirs de transport maritime, tous les détroits stratégiques, les technologies, les grandes industries. Tout cela s'est bien sûr érodé au cours des dernières années. Les principales banques de développement dominant la monnaie mondiale — donc sur toute la ligne. Mais aujourd'hui, bien sûr, de nombreux pays cherchent à se détourner et à se diversifier par rapport à ce système, ce qui signifie qu'il existe désormais beaucoup plus d'objectifs géopolitiques ou géoéconomiques possibles pour limiter les approvisionnements énergétiques ou l'accès aux couloirs, que ce soit vers la mer Rouge ou par le détroit d'Ormuz. Alors, comment voyez-vous le pétrole et le gaz être utilisés comme arme politique cette fois-ci ?

## **#David Gibbs**

Eh bien, le grand enjeu que tout le monde connaît — et dont on a parlé à de très nombreuses reprises dans votre émission —, c'est le déclin de l'hégémonie américaine et la montée d'un monde multipolaire, ainsi que les efforts désespérés des États-Unis pour empêcher cela, pour des raisons à la fois d'orgueil et de pouvoir. Il y a aussi le fait qu'un vaste réseau d'intérêts interconnectés, dirigé par le complexe militaro-industriel, tire profit de cette hégémonie. Ainsi, l'establishment américain — non seulement le gouvernement, mais l'ensemble de l'establishment — est très attaché, et l'a toujours été, à empêcher l'effondrement de l'hégémonie des États-Unis en recourant à des mesures de plus en plus désespérées. Je pense que le premier exemple concerne les Russes ; c'était d'ailleurs avant que les États-Unis...

Si l'on examine le dossier diplomatique — si l'on le regarde froidement et objectivement — on constate aujourd'hui un effort de la part de Donald Trump, qui, ironiquement, voulait rompre avec toute l'idée des guerres sans fin et ainsi de suite. Mais dans son second mandat, il prolonge cette même idée de guerres sans fin, cette fois avec l'Iran. Je vois cela comme bien plus cohérent avec les présidents américains précédents, tels que Joe Biden, qui ont cherché à utiliser le « rêve glorieux »

de l'Iran comme moyen de consolider davantage le contrôle des États-Unis sur le pétrole mondial, de rétablir les États-Unis comme hégémon principal dans le golfe Persique et, ce faisant, d'obtenir un levier sur la Chine.

Et, vous savez, cela s'inscrit dans une logique claire. Sous Biden, on a vu un effort pour briser la Russie — peut-être même la morceler — afin de couper l'Europe de l'énergie russe et, ainsi, d'établir les États-Unis comme un pôle de puissance. Cela a échoué de manière spectaculaire. Maintenant, nous voyons un effort similaire pour prendre le contrôle du golfe Persique par la guerre, et cela échouera encore plus dramatiquement. Je pense donc que ce que nous observons ici, c'est un déclin progressif de l'hégémonie américaine, et qu'en essayant de l'enrayer, on l'a en réalité accéléré. Les États-Unis ont appuyé sur l'accélérateur et précipité leur propre déclin. Le résultat final, sans aucun doute, sera d'accroître la vitesse à laquelle nous atteignons un monde multipolaire.

## **#Glenn**

Eh bien, je peux voir l'objectif de Trump ici. Encore une fois, vous affaiblissez l'Iran, vous rétablissez la primauté dans la région — mais il semble maintenant que cela échoue, et l'Iran sera en position, non pas nécessairement de dicter l'issue, mais d'avoir plus d'influence qu'avant cette guerre. Si je conseillais le gouvernement iranien, je suggérerais peut-être de limiter l'accès au détroit d'Ormuz. Vous pourriez imposer une taxe aux pays qui vous ont attaqué ou qui ont contribué à l'attaque. Comme forme de réparation, vous pourriez conditionner l'accès au détroit d'Ormuz au fait de ne pas héberger de bases militaires hostiles ou américaines. Il y a — eh bien, il y a beaucoup de choses que vous pouvez faire. Vous pourriez leur demander de ne pas vendre leur pétrole en dollars s'ils veulent passer par le détroit. Je veux dire, il y a beaucoup de pouvoir à avoir en contrôlant le détroit d'Ormuz et en conditionnant l'accès.

Il me semble simplement — enfin, disons que, si je conseillais les Iraniens, ou les Russes — non, pardon, les Américains — je suggérerais que, s'ils ne peuvent pas gagner cette guerre, alors la deuxième meilleure option serait au moins d'encourager ou de favoriser la création d'une sorte d'institution de sécurité collective dans la région. Autrement dit, les Iraniens pourraient collaborer avec les États du Golfe pour gérer ensemble les détroits — quelque chose qui, je suppose, rassurerait les Iraniens sur le fait qu'ils ne seraient plus attaqués, tout en garantissant que l'ensemble du détroit soit administré de manière équitable. D'un autre côté, les Iraniens devraient faire une concession, à savoir que le détroit ne serait plus exclusivement sous leur contrôle, et ne pourrait donc plus être utilisé de manière à somme nulle contre les alliés de l'Amérique.

Mais encore une fois, c'est un peu comme le problème en Europe. Le langage utilisé par les politiciens est tellement émotionnel et enflammé. C'est comme s'ils menaient la guerre de Dieu contre les mollahs qui veulent détruire le monde. Il ne semble pas y avoir de place pour une discussion calme sur la légitimité des préoccupations de sécurité de l'Iran, ou sur celles des États du

Golfe et des États-Unis. Vous voyez, où pouvons-nous réellement aligner nos intérêts ? Où devons-nous gérer la concurrence ? Il n'y a aucune discussion. Tout est tout ou rien, ce qui, bien sûr, ne favorise pas la stabilité. Mais, désolé, nous sommes...

## **#David Gibbs**

Scott, commentons cela. Je pense que ce que tu as observé, c'est un ton beaucoup plus émotionnel. Pendant la guerre froide, bien sûr, il y avait toujours des accents émotionnels dans les discussions de politique étrangère — ce n'est pas nouveau. Mais l'époque qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a vu un ton bien plus émotionnel que celui de la guerre froide. Je suis assez âgé pour me souvenir de la manière dont la guerre froide fonctionnait ; c'était un peu plus détaché, plus analytique et plus calme qu'aujourd'hui. Et je pense que l'une des choses qui se sont produites, c'est que, pour une raison ou une autre, les guerres dans les Balkans — en particulier en Bosnie-Herzégovine, et dans une moindre mesure au Kosovo — ont suscité une sorte d'enthousiasme émotionnel, presque religieux, pour l'intervention, un ton très moralisateur qui a remplacé toute véritable analyse.

Toute l'idée était que si vous vous livriez à une analyse impartiale, cela montrait que vous étiez une mauvaise personne. Vous commettiez en quelque sorte un acte immoral. Si vous essayiez d'utiliser l'empathie stratégique — par exemple, pour demander comment l'autre camp voyait les choses — cela montrait à quel point vous étiez immoral, et il fallait donc vous ignorer. Ce type de discours est apparu dans les années 1990, encore une fois en réaction aux Balkans, et il nous accompagne depuis. Je pense qu'il imprègne profondément les discussions — d'abord en Europe, encore plus qu'ici, c'est mon impression. En Europe, surtout en Allemagne, c'est frappant. Et je pense qu'il imprègne aussi les discussions sur la Russie et l'Ukraine, ce qui nous empêche de faire une véritable analyse des raisons pour lesquelles ce mouvement existe.

Et cela imprègne désormais la discussion sur ce qui se passe en Iran. Je pense que, même si beaucoup de gens aux États-Unis et en Europe sont mal à l'aise avec Trump — son style de communication très étrange, son comportement erratique, et tout le reste — cela est reconnu par la plupart des gens. Je pense qu'il subsiste tout de même un certain sentiment selon lequel l'Iran est dirigé par un régime si maléfique, un régime qui persécute les femmes, qui persécute les homosexuels, et ainsi de suite — ce qu'il fait, d'ailleurs — mais à un point tel que faire la guerre contre lui pourrait sembler une bonne chose, ou que le renverser serait un résultat réjouissant aux yeux de beaucoup, sans aucune analyse de ce qui se passerait s'il était effectivement renversé.

Ce serait probablement une véritable catastrophe s'ils étaient renversés. On ne peut pas poser cette question, car cela montre en quelque sorte que vous êtes une personne immorale. Je pense donc qu'il y a une sorte d'émotivité qui a pris le dessus en remplacement de l'analyse. Une autre chose dont je veux parler, cependant — puisque j'en suis à peu près à la moitié de l'entretien — c'est le rôle du dollar, et comment la crise pétrolière des années 1970 a donné un nouveau rôle au dollar. Avant que je n'aborde ce sujet, veux-tu me poser une question ?

## **#Glenn**

Non, en fait, c'est justement là que je voulais en venir. Parce qu'en ce qui concerne les Iraniens qui ferment le détroit d'Ormuz, je suppose que l'un de leurs objectifs, lorsqu'ils cherchent à conclure des ventes dans des devises autres que le dollar, est non seulement de supprimer la présence militaire américaine, mais aussi de découpler les intérêts de sécurité des États-Unis dans la région. Une grande partie de la raison pour laquelle les Américains sont là, c'est qu'ils assurent la sécurité des États du Golfe — c'est en quelque sorte la condition pour qu'ils vendent leur pétrole en dollars. Donc, si l'on veut vraiment détacher les États-Unis de la région, on ne peut pas simplement bombarder leurs bases ou les chasser d'Irak, par exemple ; il faut aussi découpler le dollar. Il semble, vous savez, que c'est la logique en Iran. Encore une fois, je spécule, mais c'est pour cette raison que je voulais vraiment vous interroger sur le système du pétrodollar — c'est-à-dire la relation historique entre la fixation du prix du pétrole et le dollar américain après l'effondrement du système de Bretton Woods.

## **#David Gibbs**

Eh bien, le contexte au milieu des années 1970 était, encore une fois, celui d'une profonde faiblesse des États-Unis — une faiblesse découlant, tout d'abord, des problèmes économiques liés à la crise pétrolière, mais aussi de la défaite imminente au Vietnam. En réalité, les États-Unis étaient clairement en train d'être vaincus au Vietnam et ont été vaincus en 1975 au Vietnam. Et pour une grande puissance, en termes d'instruments de guerre, c'est un événement majeur — un événement humiliant. À cela s'ajoutait, sur le plan économique, le fait qu'en 1971, pour la première fois sur une période prolongée, les États-Unis étaient devenus un pays déficitaire dans leur balance commerciale.

Les États-Unis, traditionnellement un très grand exportateur de produits industriels et agricoles, sont passés en déficit — ils importaient plus qu'ils n'exportaient. Et c'est un vrai problème parce que, eh bien, d'abord, il faut finir par équilibrer son commerce. Mais aussi, le dollar américain avait été établi depuis 1944 comme la monnaie mondiale. C'était la monnaie mondiale ; ils avaient obtenu cela. Ainsi, le statut du dollar était perçu comme menacé, et cela faisait l'objet de discussions ouvertes. Et encore une fois, j'ai vu cela dans les documents de cette période.

Il a été ouvertement discuté qu'il faudrait peut-être envisager un nouvel ordre mondial fondé sur une monnaie mondiale, non basée sur le dollar, compte tenu de la faiblesse économique américaine. Mais cela a été évité. Cela a été évité parce que le dollar est une source de pouvoir pour les États-Unis, d'accord ? Comme les États-Unis sont les seuls à émettre la monnaie mondiale, ils contrôlent la politique monétaire de l'ensemble du monde, pas seulement celle des États-Unis. Les États-Unis étaient donc très réticents à renoncer à ce grand privilège — le « privilège exorbitant », comme l'appelaient les Français. Un accord a donc été conclu, et il impliquait les pétrodollars. En 1974, le secrétaire au Trésor américain, William Simon, s'est envolé secrètement pour Djeddah, en Arabie saoudite.

Cela n'est sorti que récemment, d'ailleurs. Cela a été classifié pendant longtemps. Les États-Unis ont conclu un accord avec les Saoudiens. L'accord stipulait que l'élite saoudienne disposait d'énormes réserves issues de leurs profits considérablement accrus provenant des exportations de pétrole, et que ces fonds restaient simplement déposés dans des banques à toucher des intérêts. L'accord prévoyait donc que l'Arabie saoudite investirait ses excédents dans l'achat d'obligations du Trésor américain afin de financer la dette des États-Unis. De plus, elle devait utiliser son influence auprès des petits États du Golfe — comme le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis — pour qu'ils fassent la même chose. Et c'est ce qu'ils ont fait. Comme ils achetaient des obligations du Trésor américain — et encore une fois, cela n'était pas reconnu à l'époque, mais cela faisait partie d'un accord explicite —, cela a envoyé un signal aux banques centrales et aux banquiers privés du monde entier pour qu'ils investissent leur argent dans les obligations du Trésor américain, finançant ainsi la dette des États-Unis.

C'était donc une manière de compenser la faiblesse économique des États-Unis, et cela a également permis au pays de passer du statut de puissance industrielle à celui de puissance financière. L'Amérique était simplement perçue comme un refuge sûr pour les dollars excédentaires, désormais utilisés essentiellement pour financer la dette. Cela a en quelque sorte redonné un nouveau souffle à l'hégémonie économique américaine. Cela signifiait que les États-Unis pouvaient financer des centaines de bases à l'étranger qui, autrement, auraient pu devenir non viables. Cela signifiait aussi que les États-Unis disposaient d'un instrument immense leur permettant de contrôler d'autres pays — y compris, d'ailleurs, pour mettre en œuvre des sanctions contre certains États — ce qui constitue une source de pouvoir considérable, notamment contre l'Iran, le Venezuela et Cuba.

À un coût énorme, d'ailleurs — une étude récente publiée par *\*The Lancet\** au Royaume-Uni a révélé qu'en moyenne 500 000 personnes par an sont mortes au cours des 50 dernières années à cause des sanctions américaines. Et cela a été rendu possible par le dollar, grâce au nouveau souffle de vie que la monnaie a reçu de la part des Saoudiens. En échange, les Saoudiens ont obtenu la protection politique des États-Unis. Ils ont bénéficié d'énormes ventes d'armes américaines et d'une coopération avec les États-Unis, qui permettait à leurs services de renseignement d'opérer dans tout le Moyen-Orient et en Afrique avec la CIA. En contrepartie, ils devaient aussi, en quelque sorte, fermer les yeux et accepter que les États-Unis soient alliés à Israël — et ils ont dû le tolérer, ce qu'ils ont fait. C'était donc un accord, et il a essentiellement perduré depuis. Et c'est un accord qui pourrait bien être en train de se défaire aujourd'hui.

## **#Glenn**

Oui, eh bien, comme je le disais, la dette aujourd'hui est très différente de ce qu'elle était en 1973. Elle s'élève à environ 39 000 milliards de dollars maintenant. Je me souviens qu'en 2008, lorsque la crise financière mondiale a commencé, elle était d'environ 9 000 milliards. Aujourd'hui, c'est 39 000 milliards. Le problème, c'est que la dette est insoutenable et, comme vous l'avez dit, elle est aussi utilisée comme une arme. Par le biais des sanctions, cela crée une forte demande d'alternatives — surtout pour les grandes puissances comme la Chine et la Russie — car en détenant beaucoup de

dollars, elles se laissent en quelque sorte imposer par les États-Unis. Si les États-Unis impriment de la nouvelle monnaie, le gouvernement dispose de plus de moyens à dépenser, mais les avoirs de la Chine et de la Russie perdent de la valeur.

C'est donc une manière de taxer les pays — de taxer leurs propres adversaires pour les contenir. Cela crée une incitation très forte à s'éloigner du dollar, ou du moins à disposer d'alternatives. Ainsi, étant donné qu'il existe désormais ce défi — ou ce possible défi — au système du pétrodollar, cela pourrait être l'un des scénarios ou des résultats possibles d'une guerre contre l'Iran. Selon vous, quelle est l'importance de cet enjeu pour la puissance américaine ? Et que se passerait-il si une guerre avec l'Iran devait intensifier l'érosion du dollar américain ?

## **#David Gibbs**

Eh bien, il faut noter que les avantages économiques de cette mesure ont été largement exagérés. J'ai entendu Jeffrey Sachs, qui est économiste, dire en substance que les bénéfices économiques pour les États-Unis sont, comme je l'ai dit, surestimés. Et je pense qu'il existe une forte tendance, au sein de la profession économique en général, à être d'accord avec cela. On peut constater que cela ne contribue pas vraiment à la prospérité américaine. Au contraire, on pourrait dire que l'Amérique s'en porterait mieux en dévaluant le dollar — en ayant un dollar plus faible pour encourager les exportations et la réindustrialisation. L'avantage est stratégique. Il est stratégique en ce sens qu'il s'agit d'une arme que les États-Unis peuvent utiliser contre d'autres pays et d'un instrument destiné à renforcer la puissance américaine.

Par exemple, le fait que nous ayons essentiellement pu punir l'Iran pendant des décennies pour ne pas être un vassal des États-Unis a été rendu possible grâce au dollar. Ils ont essayé de faire la même chose avec la Russie. Je suppose que la Russie était simplement un peu trop grande et trop puissante pour que cela fonctionne, mais nous pensions que cela marcherait. Nous pensions pouvoir les détruire avec des sanctions économiques grâce au dollar. Et donc, il y a cela. Mais encore une fois, il n'est pas évident que ce soit un grand avantage pour le public américain en termes de prospérité économique. Je ne pense pas que cela produise de la prospérité, en réalité. C'est bon pour le secteur financier, d'ailleurs. Le secteur financier en profite, n'est-ce pas ? Cela injecte beaucoup de dollars dans l'économie américaine, et le secteur financier peut, disons, en jouer et contribuer à suralimenter la finance.

Mais encore une fois, ce n'est pas vraiment dans l'intérêt du public américain au sens large, car la financiarisation a été un moteur majeur de la désindustrialisation aux États-Unis. Le besoin d'emplois syndiqués bien rémunérés, par exemple, a été étroitement lié à la financiarisation. Je ne suis donc pas sûr que tout cela soit réellement bénéfique pour le public américain. Nous sacrifions la prospérité et un niveau de vie élevé au profit de la grandeur et de la puissance internationales — ce que nous faisons, pourrait-on dire, depuis 1945. Mais nous voyons ce système se déliter, comme cela a été souligné. Les pays commencent à reconnaître que c'est un système intolérable. Des pays comme la Chine et la Russie sont suffisamment puissants pour y résister. Je suis certain que la Chine se

diversifie rapidement hors des actifs libellés en dollars américains, car elle ne veut pas être vulnérable aux sanctions ou au contrôle des États-Unis.

Je ne vois pas beaucoup de preuves que la Chine cherche à établir le yuan, ou renminbi, comme monnaie mondiale destinée à remplacer le dollar. Ce que l'on observe bien davantage, ce sont des relations bilatérales où les pays commercent essentiellement entre eux presque sous forme de troc, en utilisant leurs propres monnaies. Pour autant que je puisse en juger, je ne vois pas de remplacement mondial du dollar dans un avenir proche. Du moins, s'il existe une tendance en ce sens, je ne l'ai pas encore constatée. Peut-être pourrions-nous poser la question à Jeffrey Sachs — il pourrait sans doute vous donner une réponse plus éclairée. Néanmoins, ce que l'on observe, c'est une dédollarisation, qui, à mon avis, sera inévitablement l'un des principaux résultats des récentes aventures étrangères de l'Amérique — d'abord en Ukraine et en Russie, et maintenant dans le golfe Persique.

## **#Glenn**

Je pense que tu as raison, Owen. Souvent, les défis lancés au dollar — la mise en place de monnaies rivales, etc. — sont perçus comme une menace, alors qu'il ne s'agit peut-être pas vraiment d'une menace, mais plutôt d'un défi, et c'est souvent exagéré. Car pour la Chine, je pense qu'ils seraient d'accord avec toi pour dire que détenir la monnaie de réserve mondiale aurait un coût important en termes de développement économique. Ils semblent donc réticents à assumer ce rôle. Je pense que, plutôt que de voir les Chinois prendre le statut du dollar comme monnaie de réserve, il est plus probable que nous assistions à un commerce plus simple, peut-être davantage en monnaies nationales ou lié à l'or.

Je ne suis pas sûr, mais dans tous les cas, il ne semble pas que le fait d'avoir le dollar comme monnaie de réserve soit uniquement bénéfique. Pour finir, comment voyez-vous les tensions actuelles avec l'Iran ? Dans quelle mesure pensez-vous que cela pourrait affecter le système pétrolier et monétaire que nous avons aujourd'hui ? Pensez-vous que la guerre que nous voyons actuellement en Iran aura un impact réel, ou s'agit-il simplement de menaces et de conséquences ? Ou bien pensez-vous qu'il y a derrière tout cela une impulsion plus large, une stratégie plus vaste ?

## **#David Gibbs**

Eh bien, l'Iran a tout intérêt non seulement à s'éloigner de tout commerce libellé en dollars, mais aussi à inciter d'autres pays à faire de même. Dans la mesure où il exerce désormais un contrôle significatif sur ce qui transite par le détroit d'Ormuz, il est en position de le faire. J'en déduis donc que, compte tenu de leur contrôle du détroit, ils vont essayer de limiter autant que possible le commerce en dollars. Et la Chine, bien sûr, va les soutenir. La Russie les soutiendra aussi — non seulement militairement, mais en encourageant la dédollarisation, car elle y a également intérêt. Je pense donc qu'il y a toutes les raisons de croire que ce que nous observons, c'est un large déplacement de l'hégémonie américaine vers une hégémonie financière, désormais accéléré par des

tentatives désespérées de préserver la domination des États-Unis — d'abord par Biden, et maintenant par Trump.

## **#Glenn**

C'est une conséquence tellement ironique de l'administration Trump, car l'une des raisons pour lesquelles j'étais optimiste à propos de Trump était que, dans cette période très turbulente, je pensais qu'il pourrait montrer qu'il était capable de passer à un système plus multipolaire — ce qui serait également bénéfique pour les États-Unis — au lieu de s'accrocher au rôle d'hégémon mondial, ce qui continuerait d'épuiser les ressources du pays, de l'enfoncer davantage dans la dette et d'inciter le reste du système international à s'équilibrer collectivement contre lui.

Il semblait soutenir, à travers la nouvelle stratégie de sécurité, que si nous nous replions un peu sur l'hémisphère occidental et que nous nous concentrons sur la Chine — si nous cessons de poursuivre la primauté mondiale — alors les autres grandes puissances commenceraient à s'équilibrer entre elles. Vous savez, nous pourrions retrouver notre force ; ce serait bénéfique pour les États-Unis de se rétablir. Le reste du monde serait sous un équilibre des puissances, et cela aurait pu être idéal. Alors, voir cette guerre contre l'Iran maintenant, qui — après toutes les erreurs de Biden — ne fait que l'amplifier encore davantage, est assez remarquable. Honnêtement, je ne comprends pas. Si l'on compare la manière dont il a communiqué sur ce que devrait être la grande stratégie des États-Unis à l'avenir avec ce qu'il fait réellement, il est très difficile d'y voir clair. Je me demandais si vous aviez une dernière réflexion à ce sujet avant que nous ne concluions.

## **#David Gibbs**

Oui, j'ai quelques réflexions à ce sujet. Je pense que ce que je vois avec Trump, c'est qu'il y a une grande différence entre ce qu'il faisait pendant son premier mandat et ce qu'il fait maintenant, ou ce qu'il dit qu'il fera lors d'un second mandat. Pendant le premier, il a fait beaucoup de choses très destructrices, notamment en déchirant l'accord conclu entre les États-Unis et l'Iran concernant l'enrichissement nucléaire, et il a fait assassiner un général iranien, le général Soleimani. Il a fait toutes sortes de choses qui ont déstabilisé le monde. Mais une chose qu'il n'a pas faite — il n'a pas déclenché de nouvelle guerre. Et je dirais qu'il est le premier président américain depuis 1945 à ne pas avoir commencé de nouvelles guerres.

Tous les présidents américains, à l'exception de Donald Trump, l'ont fait — mais lui, non. Et donc, en ce sens, il a effectivement été un président américain moins agressif, moins agressif sur le plan militaire, moins militariste que tous ceux que nous avons eus auparavant. Et, euh, permettez-moi d'y venir. Il y a là une question plus large, sur laquelle je reviendrai dans un instant. Mais évidemment, durant son second mandat, il montre la tendance inverse — suivant de très près une ligne néoconservatrice qu'il avait auparavant dénigrée. J'ai surtout remarqué cela dans les positions

du secrétaire d'État, Marco Rubio, du moins en apparence. Il était très néoconservateur dans son orientation. Et Trump devient extrêmement agressif, affichant un niveau d'agressivité comparable à celui de ses prédécesseurs, y compris Biden.

C'est vraiment remarquable — et c'est un langage d'une certaine soif de sang, assez troublant à entendre, pour être honnête, car cela va bien au-delà de tout ce qu'il avait dit lors de son premier mandat. La question est : pourquoi a-t-il changé ? Et c'est une question difficile à résoudre, car il faudrait lire dans ses pensées. Ce que je peux en déduire, c'est que Trump, avec sa mégalomanie — et il a certainement une tendance extraordinairement narcissique — ne voulait pas seulement être un président à deux mandats, il voulait être un véritable grand président. Et il part du principe qu'un grand président est celui qui gagne des guerres. De toute évidence, il ne va pas gagner cette guerre, mais il pensait qu'il le ferait.

Et je suppose que c'est là le principal motif — laisser un héritage de grandeur. C'est le billet pour cet héritage. Permettez-moi d'ajouter qu'il y a un enjeu plus large concernant cette base populaire. L'une des raisons pour lesquelles Trump a été élu — il y en a bien sûr beaucoup — mais l'une d'elles était un véritable désir populaire de mettre fin à l'expansion américaine à l'étranger. L'expression « America First » signifie beaucoup de choses. L'une d'elles, je pense, pour beaucoup de gens, c'est davantage d'importance accordée au beurre et moins aux canons — n'est-ce pas ? — et la fin des guerres et aventures incessantes à l'étranger. Je peux apporter un petit éclairage personnel à ce sujet car, enseignant dans le sud de l'Arizona, où la présence militaire est très forte, j'ai eu, au fil des années et des décennies, de nombreux militaires dans mes cours.

Je me souviens qu'après la guerre contre le terrorisme, j'ai perçu un ton de rancune particulier chez les gens. Des hommes et des femmes revenaient de ces guerres, et d'une certaine manière, ils avaient été trompés et maltraités par le système. Ils ressentaient une profonde amertume envers cette idée d'une dépendance constante à la guerre — quelque chose qu'il faut vraiment arrêter. Je pense que l'un des attraits de Trump, c'est qu'il semblait canaliser cette rancune. Et donc, ce que l'on observe aujourd'hui, c'est une grande agitation politique aux États-Unis, à mesure que la coalition de Trump se désagrège — et elle est déjà en train de se désagréger. Nous avons vu Tucker Carlson, le célèbre commentateur conservateur, critiquer très fermement la guerre.

Vous en avez vu beaucoup d'autres. Et donc, je pense qu'à mesure que la guerre tourne de plus en plus mal et que des Américains commencent à mourir en plus grand nombre — si Trump a engagé des forces terrestres, comme il s'appête à le faire —, il va y avoir beaucoup de turbulences politiques aux résultats très incertains. Les démocrates, bien sûr, sont eux aussi attachés à ce type de politique, du moins en général. Beaucoup d'entre eux ont soutenu la guerre en Iran, j'en suis sûr. Et leur opposition à Trump, je pense, est en grande partie partisane — c'est le fait que ce soit Trump qui le fasse, et non la guerre elle-même, qui les dérange vraiment. Maintenant, encore une fois, la manière dont tout cela va évoluer à mesure que le public se lasse de ces politiques sera très difficile à prévoir.

## #Glenn

Oui, je pense que, eh bien, les Européens maintenant — ils semblent très critiques envers la guerre, mais je ne crois pas que ce soit une position morale. C'est juste qu'ils étaient plus optimistes quand ils voyaient la guerre bien se dérouler. C'est ma théorie, en tout cas. Si Trump leur avait demandé de participer dès le premier ou le deuxième jour, ils l'auraient fait. Mais il leur a demandé trop tard, quand tout commençait à s'effondrer, et il leur demandait en gros de porter le fardeau. Et j'ai entendu dire que c'est aussi une partie des inquiétudes des États du Golfe. S'ils s'engagent pleinement dans cette guerre, cela pourrait en fait donner à Trump l'occasion de se retirer et de dire : « Eh bien, vous savez, c'est un conflit entre sunnites et chiïtes. Ça dure depuis mille ans — rien à voir avec moi. » Et, vous savez, leur refiler le problème, comme il a délégué la guerre en Ukraine aux Européens.

Mais dans l'ensemble, je pense que tu as raison sur ce point — oui, à propos de ses motivations. Je crois que le succès a probablement un prix. C'est la principale leçon que j'ai tirée de la guerre froide. Tu sors de la guerre froide en vainqueur, l'Union soviétique s'effondre, et ensuite vient cette hubris. Si tu penses pouvoir absorber tous les coûts, cela te pousse à faire des choses stupides. J'ai entendu, par exemple, Biden dire dans certaines interviews : « Nous pouvons affronter la Russie, la Chine et l'Iran en même temps. Nous sommes la plus grande puissance qui ait jamais existé. » Je veux dire, quand tu commences à parler comme ça, tu sais que le succès a un prix. Bref, c'est le point auquel je voulais en venir. Je pense que le succès de Trump au Venezuela lui est aussi monté à la tête. Si tu montres simplement une force et une confiance extrêmes, alors ton adversaire se mettra à genoux devant toi. Et puis, bien sûr, il s'en prend à l'Iran, où la comparaison n'avait absolument aucun sens.

Il n'a jamais été question de voler jusqu'à Téhéran pour enlever qui que ce soit ou quoi que ce soit. Même assassiner un président et voir le pays, vous savez, tomber à vos pieds. Je veux dire, c'était fou d'y croire, mais je pense que c'était sans doute de l'hubris — oui, je me souviens que Poutine avait fait un discours une fois où il soulignait ce point aussi : une fois que vous êtes un empire, si vous pensez pouvoir tout affronter, vous croyez pouvoir absorber n'importe quel coût. Au bout d'un moment, d'après sa propre expérience de l'empire soviétique, les coûts continuent de s'accumuler encore et encore jusqu'à ce qu'enfin la dernière goutte fasse déborder le vase. Oui, c'est peut-être ça. Mais encore une fois, je n'ai pas non plus de fenêtre sur ce qui se passe dans la tête de Trump, donc c'est difficile à dire. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup d'avoir pris le temps. J'ai trouvé cette comparaison avec 1973 assez instructive et intéressante. Alors merci beaucoup.